



**FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP)
BURUNDI**

RAPPORT ANNUEL D'AVANCEMENT

Agence des Nations Unies:

PNUD

Secteur Prioritaire (FCP):

Réforme du Secteur de la Sécurité & Armes
Légères

No. du Projet: PBF/BDI/B-1

MDTF Office Atlas No: 00066648

Titre du projet : Lancement des activités de
désarmement et de lutte contre la prolifération des
armes légères et de petit calibre

Numéro de Rapport: N° 03

Période du Rapport:

Du 1er Janvier au 31 Octobre 2009

Budget du Projet:

500.000 USD

Liste des Partenaires de mise en oeuvre:

- BINUB
- CDCPA

Couverture géographique du Projet:

Couverture nationale

Abbreviations:

BINUB : Bureau Intégré des Nations Unies au
Burundi

CDCPA: Commission de Désarmement de la
population civile et de Lutte contre la Prolifération
des ALPC

CISNU : Centre de Services Intégré des Nations
Unies

ALPC: Armes Légères et de Petit Calibre

SSR-SA : Security Sector Reform-Small Arms

PNB: Police Nationale du Burundi

FDN: Force de Défense nationale

CEDAC : Centre d'Encadrement et de
Développement des Anciens Combattants

CPD : Colonie des Pionniers de Développement

EPVA : Encadrement des Personnes Vulnérables
en Afrique

Durée du Projet/ Clôture du Projet:

- Démarré le 1 Juillet 2007
- Clôturé le 31 Octobre 2009

RAPPORT NARRATIF

I. Objectif

L'objectif global du projet est d'appuyer par la sensibilisation, la mise en œuvre de la stratégie de désarmement civil et de lutte contre la prolifération des armes légères, tout en contribuant à la promotion de la culture de la paix et de la non violence en vue de préparer les esprits pour la collecte volontaire des armes.

Objectifs globaux et Résultats attendus

Les 3 axes opérationnels majeurs du projet sont:

- 1) Appui technique et opérationnel à la *Commission de Désarmement de la population civile et de Lutte contre la Prolifération des Armes légères et de petit calibre (CDCPA)* dans la définition et la mise en œuvre d'une politique globale de lutte contre la prolifération des ALPC et de mise en œuvre de la collecte volontaire des armes de guerre détenues illégalement par les civils;
- 2) Sensibilisation de la population pour favoriser la remise volontaire des armes et munitions;
- 3) Définition et mise en œuvre d'un projet pilote de désarmement civil.

Relations du projet au Plan Prioritaire de Consolidation de la Paix

Tel que souligné dans le Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix au Burundi, le renforcement de la sécurité est un pré requis à la paix et au développement durables. La lutte contre la prolifération des armes illicites au pays contribue directement à cet objectif.

Principaux partenaires de mise en œuvre et leurs rôles

Le projet est mis en œuvre par la CDCPA avec l'appui technique de l'Unité Armes Légères du BINUB/PNUD qui fait office d'unité de gestion du projet.

- **Ministère de tutelle** : Le projet est mis en œuvre par le Ministère de la Sécurité Publique, conjointement avec la CDCPA et le BINUB, qui sont responsables pour la mise en œuvre du projet auprès du Comité de Suivi Thématique approprié. Dans ce cadre, le Directeur du Projet, désigné par le Ministre, sera responsable pour la direction générale et la réalisation des résultats prévus dans le cadre de ce projet. Le PNUD est responsable pour les aspects programmatiques et financiers conformément aux règles de procédure du Fonds Fiduciaire pour la Consolidation de la Paix.

- **BINUB/PNUD** : Le BINUB fournit aussi des services administratifs, techniques et programmatiques pour appuyer la mise en œuvre du projet. L'unité de gestion est placée sous la supervision du chargé de programme de la section intégrée SSR-SA et le PNUD assure aussi le contrôle de la qualité dans la mise en œuvre et la gestion du projet.

II. Ressources

Ressources Financières:

Outre les ressources du Fonds PBF (\$500,000), le projet global sur les Armes Légères a aussi été financé par le PNUD, la Suisse (site de destruction des explosifs, construction d'une armurerie,

gestion des ALPC, enlèvement et destruction des armes et munitions du désarmement civil), la France (construction d'une armurerie et deux blocs de logements PNB) et les Etats Unies (site de destruction des armes).

- FRANCE: \$200,000
- USA: \$41,600
- SUISSE: \$399,980
- BCPR: \$247,095
- PNUD : \$221,206

Ressources Humaines:

La Conseillère Technique Principale de l'Unité Armes Légères (staff international) fait partie de la section du Secteur de la Réforme de la Sécurité et des Armes Légères du BINUB et a servi de 'Chef de projet'. Elle a été appuyée par un VNU international financé par la Belgique et une VNU internationale financée par la Suisse.

Selon le Document du Comité de Pilotage Conjoint du 12 juin 2007 sur les *Modalités de gestion et de Coordination des Projets dans le Cadre de la Mise en Œuvre du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix*, le Projet n'a pas d'unité de gestion.

Toutefois, le projet a été appuyé par l'Unité Armes Légères du BINUB-PNUD avec en plus des trois personnels internationaux (1 CTP et 2 VNU), par cinq personnels nationaux suivants :

- 1 Assistante Administrative et Financière ;
- 1 Chargé de projet;
- 1 Responsable du monitoring de la violence armée;
- 1 Expert-informaticien;
- 1 Chauffeur.

III. Mécanismes de mise en œuvre et de suivi-évaluation

La mise en œuvre

Le projet financé par le Fonds de Consolidation de la Paix des Nations Unies a été exécuté et mis œuvre suivant la modalité d'exécution directe (DEX), conformément aux règlements financiers, administratifs et d'acquisitions du PNUD.

Les procédures d'acquisition des biens et des approvisionnements

Les fonds alloués au projet par le Comité de pilotage conjoint ont été gérés directement par le PNUD qui était responsable de toutes transactions financières, d'achats et d'approvisionnement effectués sur la base du plan de travail préparé par l'unité d'appui PNUD du projet.

Les acquisitions du projet ont été effectuées par le Centre Intégré de Services des Nations Unies (CISNU), qui a organisé les comités d'évaluation des appels d'offre et géré les comités conjoints de contrats locaux.

Le système de suivi-évaluation et incorporation des leçons apprises dans le projet

L'unité d'appui PNUD du projet était responsable du suivi quotidien des activités, et de la production périodique des rapports narratifs et financiers.

Le Comité Technique de Suivi, approuvait les rapports périodiques (4 mois) des résultats atteints par le projet, ainsi que la revue des rapports produits par l'unité d'appui et la validation des étapes du projet.

Les rapports du Comité Technique de Suivi étaient validés par le Comité de Pilotage Conjoint.

Un suivi permanent de la nature et de l'impact de la violence armée a été conduit par l'unité de gestion du PNUD.

Toutes les activités effectuées étaient suivies sur le terrain conjointement par le PNUD et la CDCPA.

Évaluations et études

Le projet a été évalué en automne 2009 dans le cadre de la Mission d'évaluation de l'Effet intitulé '*Amélioration de la sécurité humaine à travers le renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité (FDS) à protéger les citoyens dans le cadre des institutions républicaines, et la réduction de la violence armée par le contrôle effectif de la prolifération des armes*'.

IV. Résultats

Progrès des résultats atteints par rapport aux objectifs escomptés sur la période

Alors que le Projet PBF envisageait uniquement des projets pilotes d'initiation de collectes d'armes, une véritable campagne nationale de désarmement de 8 jours avant l'échéance de l'amnistie prévue par la loi d'août 2009, a été menée avec des résultats positifs sans précédent dans la région.

Résultats clés atteints pendant la période

L'opérationnalisation de la CDCPA a permis de réaliser les activités suivantes:

- Utilisation des capacités permanentes de stockage et de destruction des ALPC, en collaboration avec la PNB et la FDN;
- Acquisition de machines de marquage pour le processus de marquage des ALPC détenues par les forces gouvernementales;
- Poursuite du processus de révision du cadre juridique relatif au contrôle des ALPC;
- Poursuite des activités de «l'Observatoire de la Violence Armée» rattaché à la CDCPA contribuant à l'étude quantitative et qualitative de la violence civile par armes de guerre au Burundi ainsi qu'à suivre son évolution au cours du temps;
- En collaboration avec le PNUD et la CDCPA, réalisation d'une étude conduite par le think-tank international *Small Arms Survey* sur l'impact de la violence armée sur le développement intitulée «Analyse de la violence armée au Burundi» ;
- Lancement du processus d'élaboration d'un *Plan d'Action National* de désarmement civil et de lutte contre la prolifération des ALPC
- Atelier de validation de l'ébauche du '*Plan d'Action National 2009-2013*'.

Sur le volet **sensibilisation de la population**, une série d'affiches, posters et autocollants ont été réalisés. Les affiches grand format ont été installées à Bujumbura en février 2009. Cinq ONG

nationales ont été financées pour mettre en œuvre des activités de sensibilisation à partir de mars 2009 dans les différentes communes de la mairie de Bujumbura.

- « Good Génération » : Activité de sensibilisation à travers 13 concerts et marches dans les communes de la Mairie de Bujumbura.
- « CPD et EPVA » : Mise en œuvre d'un championnat de football (thèmes : lutte contre la violence armée, risque et dangers des ALPC etc.) dans les différentes communes de la Mairie (15 matchs).
- « CEDAC » : Activité de sensibilisation et communication grâce à l'appui des différentes associations des transporteurs de personnes en Mairie de Bujumbura (motos taxis, bus, taxis et taxis vélos). Réalisation d'affiches, autocollants et autres supports sur les thèmes de la lutte contre la violence armée, risques et dangers des ALPC etc.
- La troupe de théâtre « Ninde » pour la réalisation de 15 représentations en Marie de Bujumbura (cible grand public).

Enfin, la conception d'une série de spots radios et télévisuels a été réalisé pour une large diffusion en début 2009.

Des 3 axes opérationnels majeurs du projet, l'activité clé consistait à définir et mettre sur pied un **projet pilote de désarmement civil**. Les progrès accomplis dans les différents secteurs d'activité, combinés à une situation sécuritaire plus propice et la promulgation d'une nouvelle loi sur les ALPC, le 28 aout 2009, ont permis la réalisation **d'une campagne nationale** impliquant tous les 138 postes de police du pays.

Cette campagne, mise sur pied au cours du dernier trimestre du PBF et exécutée dans tout le pays entre le 19 et 28 Octobre 2009 a dépassée toutes les attentes. En uniquement huit (8) jours ouvrables, la population a volontairement remis:

- 160,657 munitions de tout genre;
- 12,820 grenades;
- 2,186 fusils d'assaut ;
- 389 pistolets;
- 540 bombes;
- 38 mines;
- 19 armes d'équipe¹.

Tel que précédemment conçu, une panoplie d'outils incluant des biens d'équipement, d'amélioration de l'habitat ou des moyens de production ont été remis en échange des armes, ou sont présentement en cours de distribution, auprès des populations.

¹ Les résultats finaux ne seront connus précisément qu'en début 2010 une fois que toutes les fiches de décharges individuelles auront été vérifiées et que toutes les armes et munitions auront été retirées des postes de police et détruites.

Proportionnel au succès du désarmement, le cahier de charge des remises d'outils est volumineux car, outre le nombre impressionnant de répondants-bénéficiaires (environ 10,000 hommes & femmes), les distributions d'outils doivent s'effectuer dans chacun des 138 postes de police du pays qui ont tous reçus des armes et explosifs précédemment détenus illégalement par les populations.

Parmi les outils à remettre en échange des armes remises:

- 6,135 sacs de ciment;
- 11,633 tôles;
- 11,780 pagnes ;
- 278 vélos;
- 133 téléphones;
- 141 chaises;
- 1,463 houes et;
- 26,040 savons².

L'organisation de la campagne, qui a été effectuée sur fonds PBF à un niveau d'environ \$110,000 a nécessité:

- La production d'un protocole de communication et d'un manuel d'opérations;
- La mobilisation de 2,040 sensibilisateurs pour faire du porte-à-porte pendant une semaine dans toutes les 17 provinces;
- L'implication des 138 postes de police du pays (niveau commune-pendant deux semaines);
- La distribution de 10,000 pamphlets d'information sur le processus et la sécurité;
- La diffusion de 960 spots Radios et 72 spots TV (impliquant 12 radios et 3 télévisions);
- L'affichage de 1,000 poster;
- 2,500 T-shirts de sensibilisation;
- La production et distribution de plus de 12,000 fiches individuelles de décharges d'armes; 180 carnets de procès verbaux journaliers d'enregistrement d'armes et 10,000 reçus de remises d'outils;
- 200 spray de peinture pour identifier les armes et munitions;
- L'organisation d'un atelier national de préparation (90 personnes : société civile & PNB) ;
- Atelier de formation de 50 officiers PNB sur le volet sécurité des collectes d'armes et d'explosifs ;
- Journée médiatisée de lancement de la campagne;
- Nombreuses conférence de presse et entrevues radios et TV; etc.

² Il est à noter que l'Unité Armes Légères appuie aussi la remise de certains objets pour des armes remises avant le lancement officiel de la campagne nationale et que les quantités d'armes et d'outils à remettre sont supérieures à celles décrites ci-haut qui ne concernent que la campagne exécutée sur Fonds PBF entre le 19 et 28 octobre 2009.

Retards, Contraintes et Solutions envisagées

La promulgation de la nouvelle *Loi portant régime sur les ALPC* (Loi no 1/14 du 28 Août 2009) a forcé l'élaboration de deux planifications distinctes pour le désarmement national alors que le second plan a dû être développé en moins de six (6) semaines afin de pouvoir permettre un désarmement respectant les provisions de la nouvelle loi qui autorisait une 'amnistie' de deux mois seulement après la date de sa promulgation. Aussi significatif, la promulgation de la nouvelle loi a forcé un désarmement de très courte durée avec uniquement huit (8) jours ouvrables de collectes d'armes auprès de toute la population du pays. Cette activité, exécutée entre le 19 et 28 Octobre 2009, correspondait de plus à la toute fin du projet PBF (au 31 Octobre), avec toutes les difficultés inhérentes à tenter d'exécuter une activité d'envergure au niveau national en même temps que la clôture effective du Projet PBF.

Impact des partenariats clés sur l'accomplissement des résultats

Suite aux difficultés initiales dues, en autres, aux nombreux changements à la direction de la Commission Nationale, la proche collaboration entre le Gouvernement (CDCPA) et le BINUB-PNUD s'est développée d'une façon effrénée résultant en ce qui pourrait être décrit comme un 'modèle' de coopération dans le domaine. L'impact sur l'accomplissement des tâches et l'obtention des résultats ont été indéniables et sont nettement quantifiables. De fait, les résultats annoncés sur les collectes d'armes réalisées par le gouvernement depuis, par exemple, mars 2009 jusqu'au lancement de la campagne nationale sur Fonds PBF en octobre, démontrent clairement que l'appui PBF a contribué à des remises d'armes plusieurs fois supérieures égalant même, dans certaines catégories d'armes ou de munitions, un pourcentage de près de 90% de plus que le taux antérieur des remises volontaires.

Dans la réalisation de ses objectifs principaux, l'appui PBF a distinctivement contribué au renforcement des capacités de la Commission nationale qui, à tous les niveaux, a établie son leadership et clairement démontrée ses capacités institutionnelles et opérationnelles pour l'obtention de résultats sans précédent dans la région.

V. Leçons apprises et futur plan de travail

- Les résultats très positifs de la campagne nationale de désarmement qui n'a duré que huit (8) jours ouvrables démontrent sans équivoque qu'une longue période d'amnistie—ou de collectes d'armes—n'est pas une condition *sine qua none* au succès d'une telle activité.
- De la même façon, le fait de n'avoir pu bénéficier que de quelques semaines de préparatifs (six au total) n'a pas empêché la réalisation d'une campagne nationale ou son succès.
- D'autre part, il est indéniable que la longue période de sensibilisation et de collectes d'armes *ad hoc* effectuées par le gouvernement au cours des derniers mois-années ont eu un effet important de 'gestation' du processus et de conscientisation des populations.
- Par ailleurs, le fait que la structure du Fonds PBF et les fonds eux-mêmes étaient immédiatement accessibles lors du lancement précipité de la campagne nationale ont permis, une fois toutes les conditions réunies, de travailler très rapidement et très efficacement aux résultats positifs obtenus.

- De la même façon, les activités préparatoires d'appui, réalisées sous Fonds PBF, ont servies à mettre en place les structures et conditions nécessaires au succès du projet dans son ensemble.
- Le renforcement du volet sensibilisation, développement du cadre légal, ou des capacités de la Commission nationale ont tous directement contribué aux résultats positifs.
- La promulgation de la nouvelle loi sur les ALPC annonçant une amnistie d'uniquement deux mois pour la remise des armes a eu un impact certain sur la volonté des populations de remettre des armes.
- Finalement, l'établissement d'un partenariat et d'une coopération hors pair basée sur la poursuite des résultats ont clairement fait leur preuve et serviront d'une base solide pour toutes nouvelles activités.

Le projet s'est terminé le 31 Octobre 2009, et a permis principalement au cours de cette année d'amorcer les préparatifs non seulement d'une simple initiation de collecte, mais a permis de lancer une véritable campagne nationale de désarmement auprès de la population civile avec des résultats significatifs d'armes, munitions et engins explosifs remis volontairement par les populations en échange d'outils de développement. Cependant, même si exécuté avec des résultats impressionnants, le désarmement ne constitue pas une fin en soi. Pour favoriser l'établissement d'une paix et d'un développement durables nombre d'initiatives doivent être mises en œuvre afin d'endiguer les effets néfastes de la prolifération et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre, ceci autant au niveau de l'offre que de la demande.

Pour favoriser un désarmement et un développement durables, la sécurité perçue et réelle au sein des communautés doit aussi être prise en compte. S'assurer que les initiatives de prévention et de réduction de la violence armée ciblent les facteurs spécifiques et les groupes à risque, et soient liées à des programmes qui fournissent aux individus et aux communautés des moyens de subsister autrement que par la violence constitue une priorité.

Les enseignements issus des activités développés au cours de ces deux dernières années doivent permettre l'élaboration d'un nouveau programme de sécurisation communautaire basé sur une analyse participative au niveau communautaire sur les causes de la violence armée et les stratégies pour la maîtriser. Ceci devrait constituer non seulement un excellent moyen de responsabilisation à la base mais aussi une pré-condition pour la pérennisation des actions.